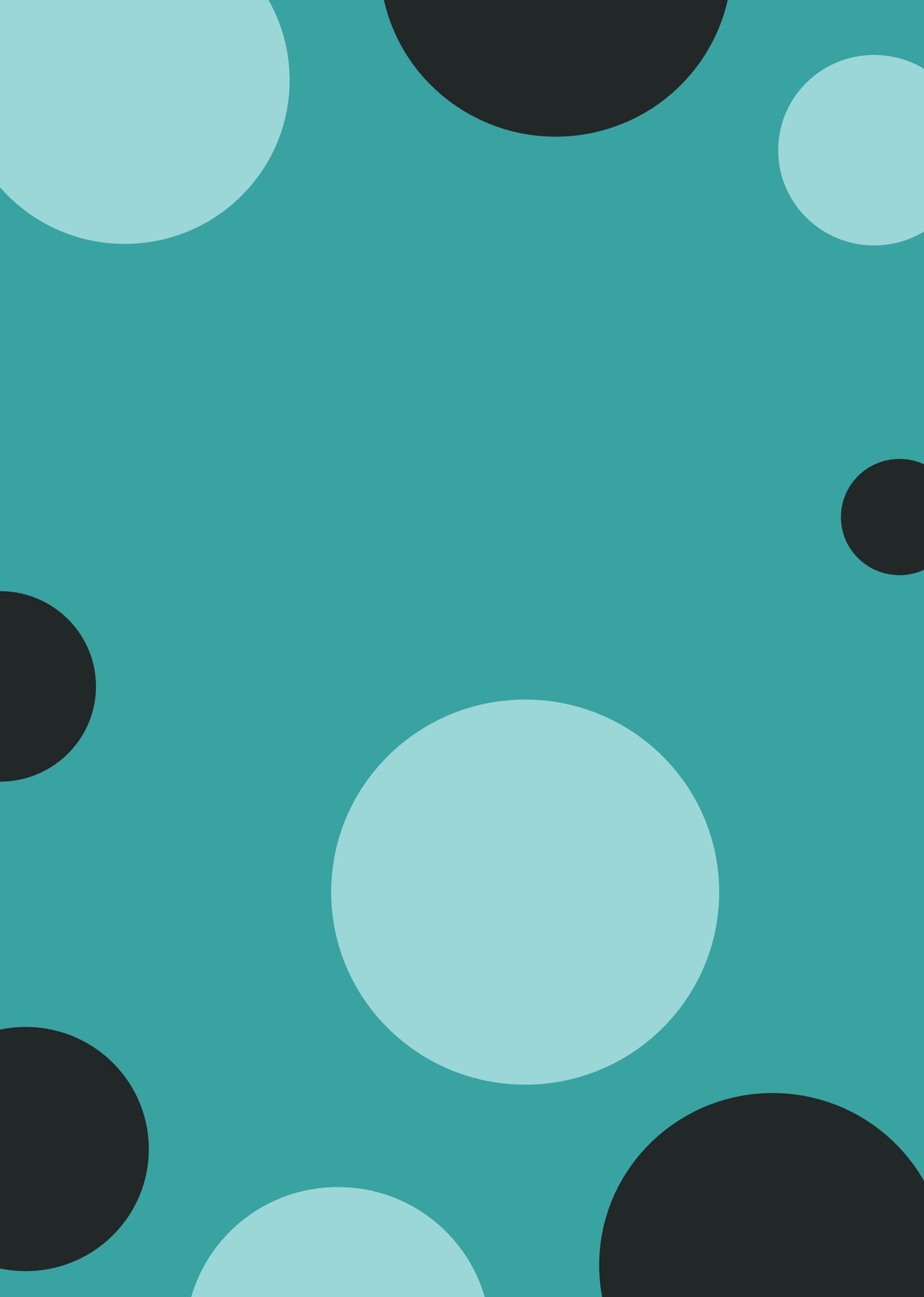


COLLOQUE SEMR 2021

**Salles de consommation à moindre risque en Europe :
poursuivre la dynamique face aux défis majeurs du
XXIème siècle**

2 ème colloque européen sur les salles de consommation à moindre risque





SOMMAIRE

INTRODUCTION	p.3-5
OUVERTURE DU COLLOQUE	p.6-8
INTRODUCTION GÉNÉRALE	p.9-11
QUELLES ÉVOLUTIONS DES SCMR DEPUIS LE COLLOQUE DE 2019 ?	p.12-16
PANEL INTERACTIF ENTRE LES ÉLUS D'UN TERRITOIRE	p.17-23
ATELIERS ET FILM	p.24-27
SESSION DE CLÔTURE	p.28-31
HÉBERGEMENT	p.32-33
REMERCIEMENTS	p.34
CONTACT	p.35

INTRODUCTION

Les dommages sanitaires et sociaux associés aux consommations de substances psychotropes licites et illicites justifient pleinement l'urgence du soutien au développement d'une politique appuyée de réduction des risques et des dommages, d'autant plus avec l'épidémie de COVID-19 qui fragilise les plus vulnérables. Plus que jamais, face à de tels défis, il s'agit de renforcer les stratégies de réduction des risques aux échelles locales, nationales et européennes.



Photographie Marine Saiah
SCMR Argos Strasbourg,
dispositif de l'association
Ithaque

Le 1er juillet 2021, s'est tenu, à Strasbourg, le deuxième colloque européen des Salles de Consommation à Moindre Risque (SCMR). "Poursuivre la dynamique face aux défis majeurs du 21ème siècle", avec pour objectifs de partager la richesse des expériences, de soutenir les salles existantes et de contribuer au développement de tels dispositifs de réduction des risques dans les pays européens. Il s'agit d'être au cœur des problématiques qui conjuguent droits humains, tranquillité et santé publique.

Organisé par la ville de Strasbourg, le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe et l'association Ithaque, gestionnaire de la SCMR Argos à Strasbourg, en partenariat avec la MILDECA, l'ARS Grand Est, l'EFUS et la Correlation Network, ce colloque a réuni, sur la journée, plus de 300 participants en présentiel et en distanciel, provenant de 33 pays différents.

“ La venue d'élu.es de nombreuses villes de France au colloque à Strasbourg est un signe très positif, de même que le travail en cours à Lille où un projet de SCMR a été récemment délibéré, à Marseille, où le projet se poursuit, et à Paris, où la maire réitère sa demande d'ouvrir d'autres salles de consommation à moindre risque sur son territoire“ - Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg et Alexandre Feltz, adjoint à la santé de Strasbourg.



Photographie Candice Imbert
(Photographe, Direction de la Communication du Conseil de l'Europe)
Hémicycle du Conseil de l'Europe, Palais de l'Europe Strasbourg

À cette occasion, Olivier Véran, ministre de la Santé et des solidarités de la France, a notamment apporté son soutien et ses félicitations à la Ville de Strasbourg concernant le travail entrepris sur la réduction des risques à travers l'expérimentation du dispositif de soins avec hébergement médico-social adossé à la SCMR Argos. Cette expérimentation a été autorisée par l'agence régionale de santé Grand Est en juin 2021 et est une première en France.

Les réflexions ont porté sur les évolutions des SCMR depuis le colloque de 2019. Puis, en ateliers, les participants ont échangé sur :

- Les impacts de la Covid-19 et les réponses apportées par les SCMR
- Les opportunités et les défis de l'ouverture d'une SCMR du point de vue des professionnels
- La façon de contourner les freins politiques, législatifs ou matériels à la création d'une SCMR.

Un brainstorming visant la création d'un réseau européen des SCMR a clos le colloque.

OUVERTURE DU COLLOQUE

ANIMÉE PAR DENIS HUBER, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF
DU GROUPE POMPIDOU DU CONSEIL DE L'EUROPE



“Un moyen efficace de rester avec les populations marginalisées“

“Des centres de consommation supervisée de drogue se sont avérés être des outils efficaces pour améliorer la santé publique et la sécurité au niveau local. Ils sont un moyen efficace d'atteindre et de rester en contact avec les populations très marginalisées, en soutenant leur accès aux soins et au traitement des addictions.“



BJORN BERGE

Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe

“De nombreux bénéfices pour les usagers et pour la société dans son ensemble“

JEANNE BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg



“Depuis plusieurs années, Strasbourg est impliqué dans cette politique de santé en lien étroit avec les services de l'État et les partenaires associatifs locaux. Cela a eu de nombreux bénéfices pour les usagers des salles, mais aussi pour la société dans son ensemble.

Comme l'a bien souligné l'évaluation de l'INSERM (un organisme scientifique français) rendue en mai 2021, les salles de consommation à moindre risque ont des effets positifs sur la santé des usagers.“

“Les politiques doivent être pragmatiques, les salles, une réponse locale.”

“Les politiques doivent être pragmatiques, chercher à réduire les risques.

Ces politiques doivent être élaborées en prenant en compte les besoins du terrain, dans chaque cité ou région spécifiques et doivent pouvoir s’adapter à des contextes politiques en évolution constante ainsi qu’à la réalité du terrain.”



JOAO GOULAO

**Président des Correspondants
Permanents du Groupe Pompidou**

“ Ces salles sont le fruit de la collaboration de toutes les parties prenantes“



MICHEL HASSELMANN

Président de l’association Ithaque

“Je suis aussi particulièrement heureux de voir que ces salles, fruit de la collaboration de toutes les parties prenantes, État, Ville, Police, Justice, Sécurité Sociale, associations, sont vraiment au service des usagers. Ce sont eux qui sont la visée des actions de ces salles. Elles permettent de sécuriser leurs parcours si difficiles, de les faire accéder à des soins dont ils sont souvent très éloignés, de leur permettre d’accéder à leurs droits sociaux. “

INTRODUCTION GÉNÉRALE

ANIMÉE PAR ALEXANDRE FELTZ, ADJOINT À LA MAIRIE
EN CHARGE DE LA SANTÉ, STRASBOURG



“Une approche médicale et sociale, pragmatique, scientifique, humaine et légaliste.”



Photographie © assemblée-nationale.fr

“Les SCMR ne représentent pas la solution miracle, mais elles y contribuent, et nous en avons désormais la preuve.”

OLIVIER VÉRAN

**Ministre des solidarités et de la santé
France**

“La réduction des risques et des dommages en matière de consommation de drogue n’est pas une religion ni une idéologie. C’est une approche médicale et sociale, pragmatique, scientifique, profondément humaine et rigoureusement légaliste... Si c’est un coût pour le système de santé, il est compensé par les économies engendrées et de toute façon justifié par la solidarité qui doit nous animer.”

“Notre leitmotiv, soutenir et non punir”



“La dignité, la sécurité, l’humanité des usagers de drogues doit toujours être au premier rang dans tout débat sur cette question. {...} En travaillant ensemble, nous pouvons changer le monde, changer la ville pour ces personnes usagères de drogues.”

MIA NYEGAARD

Maire des services sociaux de Copenhague

“Cherchons à arrêter clivage, jugement moral et invisibilisation des processus.”

“Ce n’est pas un jugement moral. Ici, c’est la chose la plus importante qui doit être retenue : ici, nous sommes des acteurs de santé quand nous travaillons là-dessus, nous sommes des acteurs sociaux quand nous mettons en avant, quand nous développons ce genre de centres, c’est notre rôle, nous n’allons pas au-delà.”



PHILIPPE CLOSE
Bourgmestre de Bruxelles

“Une intervention efficace de réduction des risques pour encourager les consommateurs de drogues à suivre un traitement”

“Les données internationales montrent clairement que les SCMR constituent une intervention efficace de réduction des risques pour encourager les consommateurs de drogues à suivre un traitement.”

“Ces installations respectent également les droits de l'homme des personnes qui s'injectent des drogues en leur fournissant un lieu sûr, hygiénique et privé pour le faire.”



FRANK FEIGHAN
Ministre de la santé publique et de la stratégie nationale en matière de drogues, Irlande

Département de santé du Ministère de santé publique et de la stratégie nationale en matière de drogues, Irlande

QUELLES ÉVOLUTIONS DES SCMR DEPUIS LE COLLOQUE DE 2019 ?

ANIMÉE PAR GAUTHIER WAECKERLÉ, DIRECTEUR DE
L'ASSOCIATION ITHAQUE



“La politique des drogues en termes de santé publique a prouvé son utilité et son efficacité“

“ Les dispositifs de réduction des risques sont là pour promouvoir la santé, la dignité et la citoyenneté des usagers de drogues, et contrairement à ce qu’on a pu entendre et qu’on entend encore fréquemment, une société sans drogues n’existe pas. La répression de l’usage n’a jamais ni prouvé son efficacité, ni son utilité. Par contre la politique des drogues en termes de santé publique est aujourd’hui la seule politique qui a prouvé son utilité et son efficacité.“



GAUTHIER WAECKERLÉ
Directeur d’Ithaque

“Les salles renforcent tout l’écosystème de la réduction des risques et des dommages“



“Je suis convaincu qu’il y a une place pour une approche pragmatique autour de l’implantation de nouveaux dispositifs lorsqu’en complément des autres mobilisations une telle implantation peut s’avérer utile. Vous pouvez donc toujours compter sur la MILDECA pour soutenir une telle voie.“

NICOLAS PRISSE
Président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)

“Il a fallu beaucoup de persévérance pour un projet qui sort des cadres normatifs“

“Le succès de la salle de consommation était essentiellement dû au bon travail coordonné, local, à une démarche collective associant une collectivité, une association, des institutions (santé, justice, police) et c’est seulement grâce à ce cadre et à cette stratégie commune que nous avons pu obtenir le succès qui a été celui de la salle de consommation.“



VIRGINIE CAYRÉ
Directrice générale de l'ARS Grand Est

“L'étude Cosinus a permis d'évaluer l'efficacité des SCMR“

“Nous observons une confirmation des hypothèses que nous avons voulu tester au départ, c’est-à-dire un impact positif sur les pratiques à risques VIH-VHC, sur les complications, les abcès aux points d’injection, sur les passages aux urgences, les overdoses, les délits, les injections dans l’espace public, et une volonté des usagers de drogues par voie injectable de continuer à utiliser les salles de consommation à moindre risque.“



PROFESSEUR LAURENCE LALANNE
Responsable du département d'addictologie, Hôpital de
Strasbourg, INSERM

“Les SCMR doivent s’intégrer dans une prise en charge globale”

“Concernant les questions d’acceptabilité sociale des SCMR, il est important de savoir qu’il existe aujourd’hui un consensus chez les professionnels de santé et chez les professionnels de réduction des risques sur l’efficacité des SCMR dans le débat médiatique. D’après l’analyse de 1750 articles de presse publiés en France de 1990 à 2018, il n’y a plus aucun débat sur l’utilité de ces salles dans le champ des professionnels de santé. En revanche, on observe un déplacement de ce débat et de cette controverse dans la sphère politique et dans celle des riverains.»

“L’évolution des représentations liées à l’usager de drogue et à l’acceptabilité des SCMR est très liée à l’explicitation des objectifs des SCMR et à l’amélioration du niveau d’information {...} dans l’espace public. Les injections ont en effet été divisées par trois et elles concernent un nombre restreint d’usagers. Il n’y a pas d’augmentation des actes de délinquance”

“Cette recherche sociologique met en évidence que les SCMR doivent s’intégrer dans une prise en charge globale, proposant de l’hébergement, de la réhabilitation sociale, une prise en charge plus importante des troubles psychiatriques de la population qui fréquente la salle ou de celle qui a des difficultés à aller jusqu’à la salle, et la nécessité également de développer des actions de médiation auprès des riverains afin de renforcer l’impact de la SCMR sur la tranquillité publique.”



MARIE JAUFFRET-ROUSTIDE
Sociologue, chercheuse au CNRS

“62% des résidents affichaient une attitude positive“

“ Un des dilemmes qui se trouvent au cœur même de la politique en matière de drogues, c’est-à-dire l’équilibre qu’il faut trouver entre la santé publique et l’ordre public. Dans l’ensemble, les résidents donnaient la priorité à la santé publique. Face aux salles de consommation, 62% des résidents affichaient une attitude positive.“



ESBEN HOUBORG

Center for alcohol and drug research,
Copenhagen

“On était en vigilance. À force, nous avons été
extrêmement convaincus.“



NICOLAS HUBÉ

Représentant d’un collectif de
riverains de la salle de Paris

“La drogue fait toujours peur, c’est un tabou de la société. Donc on était en vigilance [...] à force, et depuis cinq ans, nous avons été extrêmement convaincus... “

“Les bénéfices de la salle : il n’y a plus de scène ouverte à proximité.

Ce qu’on a beaucoup gagné dans ce dispositif, ce sont les interlocuteurs. Une seule salle à Paris, ça ne suffit pas, c’est un problème. Il faut continuer à travailler avec les riverains, il faut les écouter, même ceux qui sont opposés. “

PANEL INTERACTIF ENTRE LES ÉLUS D'UN TERRITOIRE

ANIMÉ PAR ALEXANDRE FELTZ, ADJOINT À LA MAIRIE
EN CHARGE DE LA SANTÉ, STRASBOURG



“Sans la prise en charge sanitaire, on n’aura jamais de tranquillité publique“

“Ces salles de consommation sont un outil qui n’a rien de politicien et qui ne peut que rendre service à tout le monde, y compris sur un territoire dense “



ANNE SOUYRIS

Adjointe à la mairie en charge de la santé, ville de Paris

“Aller plus loin demain, avec des lieux diffus dans la ville “



“Si on a des lieux plus diffus dans la ville, on pourra mieux répondre peut-être aux besoins des consommateurs plutôt que de tout concentrer sur un seul lieu. Ce sera peut-être dans un deuxième temps, qui sera permis dans la Loi, en tout cas nous on le souhaite.

Nous estimons que le trafic ne peut pas exister, mais le soin doit être développé, mis en place .“

MARIE-CHRISTINE STANIEC
Adjointe à la santé de Lille

“ Beaucoup d’éléments vont m’inspirer “

“Beaucoup d’éléments vont me permettre de m’inspirer, à la fois sur les besoins de coordination qui sont une condition sine qua non, mais aussi sur le pilotage global qui doit être multipartenarial et aussi le besoin de faire émerger du très local, et une association forte des riverains et le lien avec des collectifs “



CELINE DE LAURENS

Adjointe à la santé et à la prévention de la ville de Lyon

“ Notre salle de consommation est nécessaire mais n’est qu’un maillon de la chaîne “



“Notre salle de consommation à moindre risque n’est qu’un maillon de la chaîne de prise en charge qui doit allier la prévention, la thérapeutique, la réduction des risques, la répression du deal et le suivi judiciaire.

Je voudrais vous dire, pour avoir travaillé à cela à la fois comme parlementaire et comme bourgmestre, ma conviction que ces salles sont nécessaires dans les métropoles et je me réjouis de voir qu’un grand pays comme la France, avec ses villes et ses métropoles, embraye, ce qui est un bon signe pour l’Europe.“

WILLY DEMEYER

Bourgmestre de Liège et
Président du Forum européen
sur la sécurité urbaine

“ Nous allons redevenir une ville qui ne se détourne pas de ses responsabilités “



“Il nous faut pour cela travailler et convaincre la Préfecture et l’ARS pour arriver à cette création. C’est une envie forte de la part de la mandature et du maire de la ville, et notre territoire regorge de talents. Nous allons enfin redevenir une ville qui ne se détourne pas de ses responsabilités et qui enfin offre une prévention adaptée en garantissant par là-même la tranquillité publique.”

ÉLODIE BRUN MANDON

Conseillère municipale déléguée à la prévention santé et à la lutte contre les addictions, Montpellier



“ On a encore une marche à franchir, on est prêt à reprendre le débat “

“Il y a à Bordeaux une politique ancienne de réduction des risques portée par des acteurs locaux. On s’aperçoit qu’on a encore une marche à franchir. La salle de consommation à Bordeaux a été {...} un projet abouti qui a été brutalement stoppé pour des raisons politiques en 2018. Nous avons une nouvelle équipe municipale avec une volonté affirmée de réactualiser ce projet. On attend le feu vert.”



ISABELLE FAURE

Conseillère municipale déléguée à la santé et aux solidarités à Bordeaux

“C’est très intéressant d’entendre les expériences, très utile pour progresser”



Photographe Klara Beck © Council of Europe

THOMAS ANDERSSON
Président du Conseil régional de
Jämtland et Härjedalen, Suède

“J’aime beaucoup votre démarche, qui est une démarche de respect des droits humains.

C’est très intéressant d’entendre les expériences glanées dans les différentes autres cohortes, dans les différents pays, au sein de ce symposium. Je crois que cela aura été très utile en Suède pour progresser et je suis heureux d’avoir cette coopération à l’échelle européenne qui nous permet de voir comment nous pouvons ensemble trouver des meilleures solutions pour protéger les usagers de drogue.”

Représentant du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l’Europe

“Les pouvoirs locaux sont très importants pour faire évoluer les législations”

“C’est vrai que les pouvoirs locaux sont très importants pour faire pression sur les États lorsqu’il y a des difficultés à faire évoluer les législations. “

ALEXANDRE FELTZ
Adjoint en charge de la santé, mairie
de Strasbourg



“Il ne faut pas aller à la confrontation, mais vers la persuasion de la nécessité”

“ Il ne faut pas aller à la confrontation, mais vers la persuasion de la nécessité. On va créer des comités de citoyens. Ce qu’on veut, c’est insuffler une dynamique de nature à faire accepter et comprendre ces politiques publiques avec des données réelles et factuelles sur lesquelles on peut s’appuyer maintenant et non sur des idées construites par la peur. “



MICHÈLE RUBIROLA
Adjointe déléguée à la santé,
Marseille

“ Peut-on imaginer une souplesse au niveau du cadre légal ?”

“Peut-on imaginer une évolution qui ne serait plus l’attente du feu vert d’une municipalité, qui serait engagée et concertée, mais qui serait au niveau d’un représentant de l’État, l’ARS par exemple, pour pouvoir donner un feu vert à la mise en place ? Il manque cette souplesse au niveau du cadre légal pour la mise en place.”



GEORGES JOSELON
Directeur de Spiritek, Lille

“ J’aimerais bien voir une législation de l’Union européenne là-dessus “

“Parfois la désobéissance est un moyen qui ouvre la voie.

Il faut voir cela d’un point de vue global, européen, et j’aimerais bien voir une législation de l’union européenne là-dessus. Il faut vraiment traiter cela de manière transfrontalière, globale et européenne.”



MIA NYEGAARD

Maire des services sociaux de Copenhague

“ L’enjeu maintenant, c’est la pérennisation et le déploiement “

“L’enjeu, maintenant, c’est la pérennisation et le déploiement de ces structures de santé publique absolument indispensables.

Dans des villes moyennes, il serait intéressant d’avoir des dispositifs plus diffus.”



JEAN-MICHEL DELILE

Président de la Fédération Addiction
et psychiatre à Bordeaux

ATELIERS ET FILM DOCUMENTAIRE

ATELIER 1 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES SCMR

ATELIER 2 : OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DE L'OUVERTURE D'UNE SCMR DU
POINT DE VUE DE LA COMMUNAUTÉ ET DES PROFESSIONNELS

ATELIER 3 : COMMENT CONTOURNER LES FREINS POLITIQUES, LÉGISLATIFS
OU MATÉRIEL À LA CRÉATION D'UNE SCMR ?

ATELIER 4 : CRÉATION D'UN RÉSEAU EUROPÉEN DES SCMR

FILM DOCUMENTAIRE : À MOINDRE RISQUE

ATELIER 1 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES SCMR



Actions de travail de rue en Grèce, par Okana 2020

La crise du COVID-19 a eu de profondes répercussions sur la prestation des services de santé, en particulier des services de réduction des risques. Les SCMR du monde entier ont été mises à l'épreuve pendant la pandémie, tout comme les personnes qui consomment des drogues. Les SCMR ont dû adapter leurs locaux afin que les contacts physiques puissent être évités grâce à une distanciation physique. Cependant, durant la première vague de la pandémie, de nombreux services ont dû restreindre l'accès à leurs locaux ou fermer leurs portes sur ordre des autorités sanitaires.

Lors de cette session, les acteurs de terrain ont témoigné sur les défis rencontrés dans le fonctionnement des SCMR et ce que ces salles ont apporté pendant la pandémie.

ATELIER 2 : OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DE L'OUVERTURE D'UNE SCMR DU POINT DE VUE DE LA COMMUNAUTÉ ET DES PROFESSIONNELS.



SCMR fixe à Lisbonne depuis mai 2021

Dans de nombreux pays européens, la communauté et les travailleurs de la réduction des risques se battent et plaident pour l'ouverture de SCMR afin d'améliorer les services pour les personnes qui consomment des drogues. Ces dernières années, quelques pays ont ouvert de telles structures après des luttes parfois longues de dix ans, tandis que dans d'autres pays, la discussion se poursuit.

Dans cette session, nous avons discuté des opportunités et des défis liés à l'ouverture d'une SCMR. Les orateurs ont partagé leurs expériences au cours de ce processus et expliqué leurs stratégies et leurs luttes.

ATELIER 3 : COMMENT CONTOURNER LES FREINS POLITIQUES, LÉGISLATIFS OU MATÉRIEL À LA CRÉATION D'UNE SCMR ?

Malgré les avantages des SCMR pour les différentes parties prenantes, il existe toujours une opposition de la part des politiciens et des décideurs politiques qui ne veulent pas que les SCMR soient introduit dans leur pays/ville. Pour certains, parler des SCMR peut être perçu comme une reconnaissance de l'existence et de l'ampleur de la consommation de drogues à risque dans la ville et cette reconnaissance peut être politiquement risquée. Cependant pour d'autres la mise en place de SCMR nécessiterait une modification de la législation. En conséquence, le débat sur la mise en œuvre de nouvelles SCMR reste une priorité de l'agenda politique dans un certain nombre de pays à travers le monde.

ATELIER 4 : CRÉATION D'UN RÉSEAU EUROPÉEN DES SCMR



Formation du personnel
Lisbonne

Créer un réseau des SCMR permettrait d'accroître la collaboration entre les villes européennes pour établir des partenariats clés et aider à la création de nouvelles SCMR en Europe. Les participants ont discuté de la création d'un réseau européen de SCMR qui pourrait inclure des acteurs de terrain, des politiciens locaux, des praticiens, des organisations de base ainsi que des représentants des consommateurs de drogues afin de poursuivre les discussions sur les bonnes pratiques et d'échanger des points de vue. Les intervenants ont exprimé leur souhait de rassembler leurs forces et réunir les associations qui existent déjà afin d'avoir le plus grand impact possible. L'opportunité de former une plateforme pour le plaidoyer politique a également été discutée. Les statuts et les objectifs de ce nouveau réseau restent à définir lors d'une prochaine assemblée générale, avec le soutien du Groupe Pompidou et de la Ville de Strasbourg.

PROJECTION DU FILM : À MOINDRE RISQUE

SYNOPSIS

En matière de lutte contre les addictions aux drogues dures, le tout répressif n'a cessé d'entretenir les marginalités dans les marges au détriment de la santé et de la sécurité publique mais aussi de la dignité humaine.

Au terme de 30 ans de débats entre pouvoirs publics et associations militantes, les deux premiers centres d'accueil français autorisant l'injection de drogues dures ouvrent à Paris et Strasbourg à l'automne 2016 : les salles de consommation à moindre risque, tristement affublées du nom de "salles de shoot".

À moindre risque est une immersion dans la salle Argos de Strasbourg.

Production : UN FILM À LA PATTE & FRANCE
TÉLÉVISIONS

Avec le soutien du Centre National du Cinéma et de
l'image animée, de la Région Grand Est et de
Strasbourg Eurométropole en partenariat avec le
CNC, et de la Procirep-Angoa

Premier diffuseur : France 3 Grand Est

© 2021

ÉQUIPE TECHNIQUE :

Image & son : Cécile Favier

Images additionnelles : Aidan Obrist

Sons additionnels : Grégory Pernet & Jérémie
Vernerey

Montage : Frédéric Arnoux

Musique originale : Frédéric Arnoux

FESTIVALS :

Sélection officielle au Festival du Film d'Action
Social de Nancy, 2022



SESSION DE CLÔTURE



“Vers une « assemblée générale constitutive du réseau », au Conseil de l’Europe en 2023”

“On lance un processus de discussion et de création d’un réseau européens des salles de consommation, afin que lors du prochain colloque il y ait peut être une Assemblée Générale constitutive qui se fasse ici au Conseil de l’Europe, symbole de la question des droits humains, et de remettre au coeur de la politique de réduction des risques les personnes concernées, les usagers, mais aussi que ce réseaux qui se créera soit aussi un lieu où des usagers puissent s’exprimer.”

GAUTHIER WAECKERLÉ
Directeur d’Ithaque



“Une vision de l’humain, de la société, de la fragilité est posée. C’est quelque chose qui est majoritairement européen, en fait”

“Cette journée très riche et très dense aura des conséquences au niveau local et aussi au niveau national, pour faire évoluer les dispositifs, pour continuer à convaincre que la solution dans la prise en charge de l’usage de drogue, c’est bien l’accompagnement à la réduction des risques et des dommages, et pas la sanction.”

“Il faut qu’on converge sur ces deux réseaux : le réseau des élus et le réseau des salles de consommation à moindre risque. Tout cela dépasse la question technique des salles de consommation, c’est bien une vision de l’humain, une vision de la société, une vision de la fragilité aussi qui est posée. C’est quelque chose qui est majoritairement européen, en fait. Cela peut faire sens au niveau des valeurs de l’Europe. On peut et on va continuer à travailler ensemble avec le Conseil de l’Europe et le Groupe Pompidou pour avancer”

ALEXANDRE FELTZ
Adjoint en charge de la santé, mairie
de Strasbourg



“Il faut du temps pour ouvrir les esprits, changer les mentalités. On avance.”

“Je cite Aurélie Kreiss : Il faut du temps pour ouvrir les esprits, changer les mentalités, faire passer un message et sortir les gens d’une vision un peu abstraite ou idéologique, voire idéale.”

“Les états membres étaient d’accord pour que le Groupe Pompidou soit coorganisateur de ce deuxième colloque alors que les trois quarts d’entre eux n’ont pas de salle de consommation. Cela les intéresse, petit à petit, les choses prennent corps, les esprits s’ouvrent, et petit à petit, on avance”

“ « On lance le processus aujourd’hui » et on se donne deux ans”

DENIS HUBER
Secrétaire exécutif du Groupe
Pompidou du Conseil de l’Europe



L'HÉBERGEMENT

AU DESSUS DE LA SCMR ARGOS TENUE PAR L'ASSOCIATION ITHAQUE
À STRASBOURG

HÉBERGEMENT

Le travail de première ligne de la SCMR a permis de confirmer que les usagers de substances psychoactives les plus marginalisés faisant face à des problématiques de santé n'accédaient pas aux soins nécessaires. Ils sont fréquemment exclus des dispositifs existants, dont les fonctionnements ne peuvent s'adapter à leurs pratiques d'usages et à leurs réalités de vie. Ils accèdent tardivement et dans l'urgence aux soins, après un parcours jalonné de ruptures, ayant pour conséquence des hospitalisations et des prises en charge lourdes et coûteuses qui auraient pu être évitées.

C'est pourquoi l'association Ithaque a construit un projet innovant intégrant un dispositif de soins avec hébergement à la SCMR Argos. L'objet de cette expérimentation est l'amélioration du parcours de soins des consommateurs actifs, en situation de grande précarité et présentant une ou plusieurs pathologies incompatibles avec la vie à la rue. La spécificité de ce lieu est un hébergement faisant preuve d'une grande adaptabilité et d'un haut seuil de tolérance, proposant des « soins à domicile » pour des personnes sans domicile. Une équipe pluridisciplinaire formée à la Réduction des Risques et des Dommages (RdRD) présente 24h/24 y garantit l'accès à l'espace de consommation, tout en assurant l'organisation de la vie quotidienne. Les intervenants ont pour mission de réaliser les soins et les démarches sociales, de coordonner le parcours de la personne, de favoriser les accompagnements vers les partenaires extérieurs et d'organiser la suite du séjour.

Ce séjour temporaire, de 2 mois renouvelables, constitue pour les personnes auxquelles il est destiné, un tremplin dans les soins, un trait d'union entre la rue et un « après » situé dans le tissu des dispositifs de droit commun.



Photographie Marine Saiah
Hébergement Argos
Strasbourg, dispositif de
l'association Ithaque

REMERCIEMENTS

L'une des forces du colloque réside en l'expression conjointe des acteurs de terrain (CAARUD, associations, collectifs) et la présence de personnalités politiques, élu.es et institutionnels.

Les co-organisateur.s Alexandre Feltz, adjoint en charge de la santé de Strasbourg, Denis Huber, secrétaire exécutif du Groupe Pompidou, Gauthier Waeckerlé, directeur d'Ithaque, remercient chaque inscrit pour l'intérêt porté à ce colloque, les participants pour la qualité des échanges, les conférenciers pour la qualité de leurs interventions, et les partenaires pour leur soutien indéfectible.



CONTACT

ithaque@ithaque-asso.fr

pompidou.group@coe.int

